



Le 21 octobre 2020

Mr le directeur interrégional,

Vous avez réuni l'ensemble des personnels ce jour pour les rassurer sur l'avenir du réseau douanier, en particulier sur les conséquences programmées pour le SNDF2R et la recette interrégionale des Douanes du Grand Est des transferts de mission fiscalité énergétique.

Le groupe de travail qui a eu lieu hier à la direction générale prévoit en effet des conséquences terribles pour ces personnels, une fois de plus sacrifiés sur l'autel des réformes et ballottés au gré des évolutions de la cartographie douanière sinistrée.

Les différents centres qui se sont succédé à Metz : CISD, STPL, SNDFR puis SND2R sont emblématiques de la mal gouvernance française en matière fiscale, des errements coupables de notre Direction Générale en termes de missions et du mépris des différents directeurs généraux envers les personnels.

L'abandon pitoyable de la Taxe Poids Lourds alors que 395 millions d'euros étaient versés à la société ECOMOUV avait déjà créé un grand désarroi chez nos collègues messins.

Aujourd'hui le transfert de la TICPE annoncée en pleine crise sanitaire crée écoëurement et colère chez les personnels spécialement à Metz où 88 agents sont directement concernés.

La Direction Générale se moque comme d'une guigne de créer une angoisse supplémentaire chez les agents dans un contexte sanitaire déjà très anxiogène; on viendra ensuite nous parler de prévention des risques psycho-sociaux et bien-être au travail.

La mission de perception et de contrôle des prélèvements sur les produits énergétiques fait historiquement partie de notre administration.

La Cour des Comptes l'a écrit dans son rapport de septembre 2020 : *la gestion, le recouvrement et le contrôle des droits de douane, de la TICPE et de la TVA à l'importation applicable aux personnes non assujetties présentent des particularités qui justifient pleinement leur maintien à la Douane.*

Mais la Directrice Générale et ses séides ont d'autres projets pour la DGDDI et ses personnels: en basculant les missions fiscales vers une autre administration, toutes

les conditions sont réunies pour la liquidation de la douane en tant qu'administration autonome.

Nous avons bien compris que les auto-contrôles sont votre nouveau credo que vous avez vendu aux grands lobbys du secteur sans souci des conséquences pécuniaires pour les caisses de l'État et des collectivités territoriales et in fine pour le contribuable.

Plus de gestion, plus de contrôles !

Cette tendance touchera très bientôt d'autres domaines comme celui de la viticulture déjà aux prises avec de nombreuses suppressions d'emploi ou celui du contrôle des bordereaux de détaxe.

Que ce soient les personnels surveillance, pour lesquels le « nécessaire recentrage des missions autour de la marchandise » est surtout synonyme de surveillance des frontières (lesquelles d'ailleurs?) et de désertification douanière du territoire, de mort des structures et de développement d'une sinistre agence européenne de l'immigration,

Que ce soient les personnels d'administration générale pour lesquels la mission « préfigurateur » en Auvergne annonce déjà la mort progressive des directions régionales,

Que ce soient les agents de la fiscalité énergétique qui, malgré les promesses de la direction générale depuis le rapport Gardette, contrairement aux recommandations de la cour des comptes de septembre 2020, verront bien à très court terme la fin des missions douanières de gestion, de contrôle et de recouvrement sur les Taxes intérieures de Consommation, la taxe sur les produits énergétiques (TICPE), la TVA pétrolière,

tous ont conscience que le terrible sort réservé aux agents des structures du grand est n'est que le symbole de ce qui les attend tous : la fin d'une direction générale des Douanes, en réduisant les effectifs (700 emplois supprimés, fourchette basse) et les recettes (32 milliards en moins sur 34).

Comment oser vouloir rassurer les agents, M. le directeur et au-delà tous les agents attachés aux missions de contrôle et à la spécificité de la maison Douanes, quand les réformes annoncées hier, brutalement et sans aucune concertation comme d'habitude :

- sonnent le glas de nos missions fiscales en réduisant leur périmètre à peau de chagrin ?

- imposent une cartographie loin des entreprises du territoire et des besoins du tissu économique ?

- mettent en avant des services centralisés déconnectés et un pilotage hors sol ?

- étouffent inéluctablement la capacité de contrôle et de vigilance de l'État (-13 % de droits recouverts en 6 ans!) alors même que le besoin de protection environnemental et technique n'a jamais été aussi fort?

Nous agents des Douanes de tout le territoire, souhaitons vous charger, M. le Directeur Interrégional, de transmettre le message suivant à la Direction générale :

***« Atterrés par votre cynisme, solidaires de tous les personnels menacés par vos décisions unilatérales, vous nous trouverez cependant unis et déterminés pour lutter contre cette entreprise de démolition aux dépens des personnels, de la population, d'une notion de service public dont vous ne faites décidément plus preuve. »***